

Un diplomate sur le front afghan

Article paru dans l'édition du 10.02.13

A l'heure du bilan d'une guerre afghane qui aura duré treize ans, les témoignages se succèdent. *Diplomate en guerre à Kaboul*, de Jean d'Amécourt, ambassadeur dans la capitale afghane d'avril 2008 à janvier 2011, et de Romain Poirot-Lellig, qui fut directeur de cabinet du représentant de l'Union européenne, éclaire utilement une phase clé de ce conflit.

Témoins des relations entre alliés de la coalition internationale réunie en Afghanistan, M. d'Amécourt et son coauteur rappellent un point qui a pu être masqué par l'engagement militaire d'une cinquantaine de pays et le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU qui a encadré cette intervention. Ce fut une guerre américaine et elle n'a réellement débuté qu'en 2009, soit huit ans après les attentats du World Trade Center qui ont précipité la chute du régime taliban avec l'arrivée des troupes de l'OTAN.

Dans un style clair et didactique, l'ex-ambassadeur décrit le quotidien de ses activités et livre un visage méconnu de cette guerre. En 2008, à son arrivée, la dégradation de la situation sécuritaire est flagrante. M. d'Amécourt évoque « *la faible coordination internationale* » et souligne comment les grands projets vantés par la coalition piétinent. Selon lui, l'OTAN est circonvenue par un commandement militaire américain aussi puissant qu'aveugle. Au sein de l'Alliance, révèle-t-il pour les non-initiés, il existe des systèmes informatiques propres aux pays anglo-saxons et interdits aux autres pays membres, héritage de la seconde guerre mondiale qui structure encore les relations internes entre les alliés.

« *Après sept ans, les Américains, écrit M. d'Amécourt, ignorent encore certains fondamentaux du pays et de sa population.* » Et dans le même temps, « *l'ONU, glisse-t-il, a été marginalisée face à la l'OTAN* ». Les Etats-Unis dictent leur loi. Du processus de décision sur la stratégie de la guerre et des projets de développement ainsi que des relations avec le pouvoir afghan et son président Hamid Karzaï, « *les alliés sont tenus à l'écart, à Bruxelles [siège de l'OTAN] comme à Kaboul* ».

Une logique étrangère au conflit

L'ambassadeur de France note deux exceptions à cette absence de concertation : « *Les Britanniques et le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU* » en Afghanistan. Une situation qui nourrit l'amertume du diplomate français : « *Nous sommes exclus d'un processus de discussion qui va pourtant engager nos troupes et nos finances.* »

Car, dans le même temps, les généraux américains lancent la contre-insurrection en 2009 et 2010, appuyée sur des renforts accordés par Barack Obama. La guerre prend une autre dimension. Les Américains concentrent encore davantage les leviers de commande.

C'est l'autre utilité de cet ouvrage. Il montre que l'engagement militaire français à partir de 2009, décidé par Nicolas Sarkozy, obéit à une logique étrangère au sort du peuple afghan. L'ambassadeur de France explique que sa mission lors de son séjour à Kaboul fut en partie d'accompagner un mouvement plus global, celui du retour de la France au sein des instances de l'OTAN et un rapprochement entre Paris et Washington.

Ce témoignage à chaud intervient après celui de l'ex-ambassadeur britannique en Afghanistan, Sherard Cowper-Coles, dans son livre remarqué *Cables from Kabul. The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*.

Jacques Follorou